

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels

SEANCE



Vendredi 28 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179, A/C.2/L.180, A/C.2/L.181 et Corr.1, A/C.2/L.182, A/C.2/L.183) [suite]	201
--	-----

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179, A/C.2/L.180, A/C.2/L.181 et Corr.1, A/C.2/L.182, A/C.2/L.183) [suite]

[Point 25, a *)

1. M. JOCKEL (Australie) présente à la Commission les amendements au projet de résolution révisé de l'Argentine (A/C.2/L.162/Rev.2) rédigés par les onze membres du groupe de travail qui s'est réuni officiellement dans la journée du 26 novembre (A/C.2/L.181 et Corr.1). Il fait observer que ces amendements se rapportent aux sept premiers paragraphes du projet de résolution, l'accord n'ayant pu se faire sur les modifications à apporter au paragraphe 8. Le groupe de travail a fait de son mieux pour établir un texte de compromis en n'apportant au projet de résolution de l'Argentine que les retouches qui lui ont paru tout à fait indispensables. M. Jockel espère que le nouveau texte sera acceptable pour la majorité des membres de la Commission.

2. M. DE SEYNES (France) rappelle qu'en présentant les amendements de la délégation française (A/C.2/L.179) au projet de résolution argentin, il avait indiqué que ces propositions ne représentaient nullement l'effort ultime que sa délégation était disposée à faire dans le sens d'un compromis. Maintenant que le groupe de travail a présenté ses amendements, la délégation française retire les siens. M. de Seynes ajoute qu'il serait très fâcheux qu'une opposition fondée sur un simple malentendu puisse subsister au sein de la Commission; or, il est à craindre qu'on soit en présence d'un cas de ce genre. Ainsi s'expliquent les efforts que

certaines délégations ont déployés pour donner au projet de résolution de l'Argentine une rédaction qui traduise plus clairement les intentions qu'à certains moments ces délégations ont cru discerner dans ce projet, d'après les commentaires du représentant de l'Argentine lui-même et des membres de la Commission qui l'ont soutenu.

3. Rappelant l'échange de vues qu'il a eu au cours de la séance précédente avec le représentant du Costa-Rica au sujet du rôle de la majorité au sein de l'Organisation, le représentant de la France voudrait y ajouter ceci: si la règle de la majorité est la loi de l'Assemblée, elle n'en est pas nécessairement la règle d'or. Le compromis, l'esprit de compréhension mutuelle, l'ajustement réciproque des positions et peut-être, avant tout, une certaine souplesse et une certaine tolérance dans l'usage des mots, ont un rôle important à jouer dans les délibérations des organes des Nations Unies, surtout lorsqu'il s'agit d'accomplir une œuvre de coopération comme celle que la Deuxième Commission a entreprise à propos du développement économique des pays insuffisamment développés. C'est dans cet esprit que la délégation de la France s'est associée aux efforts du groupe de travail et elle espère que la délégation de l'Argentine et celles qui l'ont suivie voudront bien examiner le résultat du travail de ce groupe dans le même esprit.

4. M. BUNGE (Argentine) constate avec regret que le groupe de travail, qui s'était réuni dans l'espoir de trouver une formule de compromis, a proposé au contraire des modifications qui s'éloignent plus encore du projet de résolution de l'Argentine que les amendements initiaux. Si un rapprochement pouvait paraître possible à la séance précédente, il n'en est plus de même à ce moment. La délégation de l'Argentine votera contre tous les amendements proposés dans le document A/C.2/L.181 et Corr.1; elle le regrette d'autant plus qu'elle aurait été heureuse de s'assurer l'appui des onze délégations qui les ont présentées. Son attitude est motivée par des considérations de principe.

5. En premier lieu, la délégation de l'Argentine ne pense même pas qu'un compromis soit souhaitable

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

lorsqu'il s'agit d'une divergence de vues aussi profonde sur la manière d'envisager le problème. M. Bunge rappelle que l'adoption du projet de résolution relatif à la création d'un fonds spécial et d'une société financière internationale (A/C.2/L.170) avait été suivie d'une série d'explications de vote qui montraient bien que les membres de la Commission restaient divisés quant à l'objectif à atteindre: il ne sert à rien d'adopter des résolutions ambiguës qui prêtent à des interprétations diamétralement opposées. D'ailleurs, loin de constituer un compromis les amendements que l'on propose maintenant d'apporter au projet de résolution de l'Argentine auraient pour effet, soit d'y introduire des idées contraires à son esprit, soit de lui enlever toute sa force. Ce n'est certainement pas là le but visé par les onze délégations, mais tel serait pourtant l'effet des amendements proposés si la Commission les adoptait. On s'est plu, au cours du débat, à reconnaître le caractère progressiste du projet de résolution argentin; on a dit qu'il constituait un premier pas vers une action internationale coordonnée, destinée à assurer à la longue la stabilité économique et à supprimer la misère où se débat encore une grande partie de la population du monde. Encore faut-il, dès l'abord, poser le problème avec suffisamment de clarté pour qu'à l'avenir on n'ait pas d'hésitation au sujet des mesures à prendre.

6. Analysant ensuite les différents amendements proposés dans le document A/C.2/L.181 et Corr.1, M. Bunge admet que les quatre premiers peuvent sans doute être considérés comme des modifications de forme: mais, s'ils n'affectent pas le fond du texte original, ils n'y introduisent pas moins, par le recours à la forme conditionnelle, par la suppression ou l'addition de certains termes, des ambiguïtés et des éléments de doute que la délégation de l'Argentine ne peut accepter.

7. En revanche, le sens même de l'alinéa f du paragraphe 3 du projet de résolution de l'Argentine est déformé dans le nouveau texte proposé pour cet alinéa dans le cinquième des amendements communs. Alors que le projet original souligne la nécessité de stimuler la formation d'une épargne nationale suffisante dans les pays insuffisamment développés, le nouveau texte parle, tout simplement, d'encourager l'épargne, tant dans les pays très industrialisés que dans les pays en voie de développement. M. Bunge souligne que les encouragements à l'épargne adressés aux personnes physiques ou aux personnes morales n'aboutissent pas forcément à la constitution d'une épargne nationale, c'est-à-dire à la formation de capitaux qui serviront à financer le développement économique. En outre, si, pour des raisons évidentes, des mesures de ce genre sont utiles dans certaines conditions — pour contenir une demande excessive, par exemple, ou une tendance inflationniste — elles ne sont pas à conseiller en temps de crise pour les mêmes raisons. De toute manière, le paragraphe 3 du texte original traite exclusivement du problème du développement économique et des effets que les fluctuations de prix peuvent avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement; en mentionnant la formation de l'épargne dans les pays industriels, le cinquième amendement commun introduit un élément nouveau qui n'a pas sa place dans le projet de résolution.

8. Le sixième amendement commun tend à déplacer une disposition de l'alinéa a du paragraphe 4 du texte argentin pour l'insérer dans les considérants. M. Bunge fait observer que cette modification n'ajoute rien au

préambule de la résolution mais qu'elle affaiblit considérablement le dispositif. Cette proposition ne lui paraît donc pas plus acceptable que les autres.

9. M. Bunge en vient au septième amendement commun, qui porte sur l'alinéa a du paragraphe 4, c'est-à-dire sur la partie la plus discutée du projet de résolution argentin. Ici également, l'introduction de la forme conditionnelle ou d'expressions ambiguës modifie tellement la rédaction originale que l'adoption du nouveau texte équivaldrait, purement et simplement, à un rejet du texte original. Tout d'abord, en substituant aux mots "toutes les fois qu'ils adoptent des mesures" les mots "toutes les fois qu'ils envisagent d'adopter des mesures" les auteurs de l'amendement ont introduit un élément subjectif qui échappe à toute définition précise. Ils aggravent ensuite cette limitation en précisant que les mesures envisagées doivent être "destinées à agir sur les prix des produits de base". On sait cependant que lorsque les gouvernements interviennent dans les échanges internationaux, c'est, en règle générale, pour faire face à des situations complexes, et que les mesures qu'ils prennent ont des conséquences multiples. Ce ne sont pas seulement les mesures "destinées" à agir sur les prix des produits de base qui affectent ces derniers: les contrôles indirects peuvent aussi avoir un effet néfaste et ce sont eux que vise également le projet de résolution de l'Argentine. On voit donc combien l'amendement proposé restreint la portée de la disposition originale. D'autre part, l'amendement demande aux gouvernements "d'atténuer" les effets défavorables que les mesures qu'ils prennent peuvent avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement: il ne s'agit pas d'atténuer les effets défavorables, mais bien de les supprimer. Enfin, le nouveau texte apporte une autre restriction en mettant l'accent sur la possibilité, pour les pays insuffisamment développés, de financer leurs achats de biens d'équipement et d'autres articles manufacturés; en effet, l'alinéa a du paragraphe 4 du projet de résolution argentin a une portée beaucoup plus vaste puisqu'il envisage l'ensemble des nécessités du développement économique.

10. La délégation de l'Argentine ne peut accepter, non plus, aucun des autres amendements proposés. Elle tient à maintenir l'alinéa b du paragraphe 4 de son projet de résolution remanié où l'amendement indonésien est incorporé parce qu'il complète de façon heureuse l'alinéa a.

11. Le nouveau texte proposé pour le paragraphe 5 ne reflète pas la thèse que la délégation de l'Argentine défend à propos des ententes multilatérales; en effet, pour les raisons si clairement exposées par le représentant de l'Indonésie, elle est opposée aux accords internationaux portant chacun sur un produit de base déterminé, auxquels elle préfère les ententes multilatérales portant sur de très nombreux produits. En outre, le nouveau texte du paragraphe 5 ne mentionne pas la nécessité de maintenir un rapport adéquat, juste et équitable entre les produits de base et ceux des biens d'équipement et autres articles manufacturés.

12. Enfin, pour ce qui est du douzième amendement, M. Bunge fait observer que si sa délégation ne s'oppose pas à ce que l'on entreprenne une étude des effets que certains produits synthétiques peuvent avoir sur la demande de produits de base naturels, elle aimerait que cette étude portât plus particulièrement sur les mesures que prennent certains gouvernements pour encourager

la fabrication de produits synthétiques ou de produits de remplacement à des fins d'autarcie ou pour faire pression sur le prix de certains produits naturels, ce qui est beaucoup plus précis.

13. Il semble qu'il soit bien tard, au stade actuel de la discussion, pour modifier les textes en question. La délégation de l'Argentine serait disposée, toutefois, à accepter la proposition constructive que le représentant de l'Iraq a présentée à la 219ème séance, visant l'alinéa *c* du paragraphe 4.

14. Revenant aux objections soulevées à propos des mots "adéquat, juste et équitable", qui figurent à l'alinéa *a* du paragraphe 4, M. Bunge se demande si elles ne sont pas dues, en partie, au fait que l'expression "de façon à maintenir un rapport adéquat..." a été traduite en anglais par "*in order to ensure that the prices remain in an adequate...*" Il fait observer que le mot "*guardar*", que l'on trouve dans le texte espagnol, a une acception dynamique que n'a pas le terme, plus statique, de "*remain*" : il conviendrait peut-être de le remplacer par "*keep*".

15. M. Bunge ajoute que l'objection soulevée par certains membres de la Deuxième Commission contre l'emploi des mots "adéquat, juste et équitable" ne correspond pas aux vues des membres de leurs délégations qui siègent aux autres Commissions : il n'en veut donner pour exemple que la résolution dite des vingt et une Puissances, récemment adoptée par la Première Commission (A/C.1/725) ; il n'est pas plus difficile de concevoir un rapport juste et équitable entre les prix, qu'un règlement juste et honorable du conflit de Corée. M. Bunge donne ensuite lecture d'un article du *New York Times* en date du 27 novembre, annonçant qu'en raison de la hausse des prix des peaux et des cuirs, le Gouvernement des États-Unis envisage la possibilité de rétablir un contrôle sur la vente des chaussures et autres articles de cuir manufacturés. Il rappelle que dans son analyse statistique détaillée de la situation sur le marché mondial, le représentant des États-Unis avait cité les cuirs et peaux comme les seuls produits de base dont le prix n'ait pas augmenté. Le fait que l'on envisage d'instituer un contrôle dans ce secteur prouve bien que l'on reconnaît la nécessité de maintenir un rapport adéquat entre le prix des produits de base et celui des articles manufacturés.

16. M. CHAUVET (Haïti) déclare que sa délégation tient toujours compte des réalités lorsqu'elle envisage les projets de résolution présentés à la Commission ; elle veut éviter que ces projets ne deviennent lettre morte. La délégation d'Haïti aimerait voter pour la plus grande partie du projet de résolution de l'Argentine ; toutefois, les objections de certaines Puissances appelées à donner à ce projet de résolution tout son effet rendent sa mise en œuvre douteuse.

17. La Commission a obtenu, dans les domaines de l'assistance technique et du développement économique, des résultats tangibles ; en effet ses débats constructifs ont bien souvent aplani les divergences de vues. Il n'en est pas ainsi en l'occurrence. La délégation de l'Argentine voudrait instituer une sorte d'échelle mobile des prix des matières premières et des prix des articles manufacturés. A cette fin, il faudrait une collaboration loyale entre pays acheteurs et pays vendeurs. Si cette collaboration fait défaut, le projet de résolution de l'Argentine est voué à l'échec.

18. Le représentant d'Haïti estime que le projet de résolution de l'Argentine n'envisage pas tous les aspects du problème complexe soulevé par les fluctuations du rapport des échanges. Le prix des produits primaires est également affecté par la production massive de matières premières momentanément en vogue, ce qui entraîne, en définitive, une surproduction et une chute des prix. Telle est l'expérience dont Haïti a souffert en ce qui concerne notamment la production de sisal et des huiles essentielles et autres. Peut-être faudrait-il pallier cet inconvénient par une répartition géographique de la production des matières premières.

19. Pour toutes ces raisons, le représentant d'Haïti se prononcera en faveur des amendements communs (A/C.2/L.181 et Corr.1) ; si ces amendements ne sont pas adoptés, il s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution de l'Argentine.

20. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) fait observer qu'à une seule exception près, les amendements communs qui portent sur le préambule du projet de résolution de l'Argentine ont pour objet de donner à ce texte une plus grande précision. L'exception est constituée par l'alinéa *g* qu'il est question d'ajouter au paragraphe 3 et qui reprend la dernière partie de l'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine. En effet, il semble préférable de faire figurer ce passage dans les considérants plutôt que dans le dispositif. Ces nouvelles considérations sont d'ailleurs liées au dispositif par les derniers mots de l'amendement à l'alinéa *a* du paragraphe 4 : "en ne perdant pas de vue les objectifs énoncés au paragraphe 3 de la présente résolution". Cet amendement étend la portée des considérations dont les gouvernements doivent tenir compte et il donne plus de poids aux recommandations adressées aux gouvernements.

21. Le représentant de la Nouvelle-Zélande fait observer que l'amendement à l'alinéa *a* du paragraphe 4 ne renferme que deux modifications de fond. Par l'insertion des mots "destinées à agir" la première vise à définir de manière plus précise les mesures qui affectent les prix des produits primaires. A cet égard, le représentant de la Nouvelle-Zélande signale que, si un gouvernement, pour des raisons valables, modifie l'incidence des impôts qui frappent les produits de l'agriculture ou de l'industrie, il prend, par là même, une mesure qui affecte les prix des produits primaires. Le projet de résolution de l'Argentine s'appliquerait ainsi aussi bien aux produits agricoles qu'aux matières premières. Il s'appliquerait aux produits primaires importés et aux produits exportés. Telle ne semblait pas être l'intention du représentant de l'Argentine ; aussi, les auteurs de l'amendement commun ont jugé nécessaire d'apporter la précision mentionnée.

22. L'objet du deuxième amendement à l'alinéa *a*, paragraphe 4 est identique. De nombreuses délégations éprouvent des difficultés à interpréter les mots "rapport adéquat, juste et équitable entre les prix des produits de base et ceux des biens d'équipement et des autres articles manufacturés". Si cette formule manque de précision, il serait difficile aux gouvernements de s'en servir comme critère lorsqu'ils étudient les effets que peuvent avoir les décisions qu'ils adoptent. Cette formule paraît signifier que la possibilité, pour les pays en voie de développement, de financer leurs achats de biens d'équipement ne doit pas être compromise par une mesure qu'un autre pays prendrait en vue d'agir sur

les prix des produits primaires. L'amendement en question cherche à préciser cette interprétation.

23. Abordant l'amendement qui tend à supprimer l'alinéa c du paragraphe 4 et à insérer un nouveau paragraphe après le paragraphe 7 du texte actuel, le représentant de la Nouvelle-Zélande doute de l'utilité que présenterait une étude des effets exercés par les produits synthétiques sur la demande de produits primaires naturels. Toutefois il est prêt à voter pour cet amendement.

24. Les amendements communs n'apportent aucune modification au paragraphe 8 du projet de résolution de l'Argentine. La délégation de la Nouvelle-Zélande préfère à ce paragraphe l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A/C.2/L.180). Mais si la majorité de la Commission ne se prononce pas en faveur de cet amendement, la délégation de la Nouvelle-Zélande ne s'opposera pas au paragraphe 8, à condition, bien entendu, que le reste du projet de résolution lui paraisse acceptable.

25. Le représentant de la Nouvelle-Zélande estime que le groupe de travail officieux a proposé une solution de compromis qui devrait recevoir l'appui de tous les membres de la Commission. Toutefois, il ne croit pas que, même s'il tenait compte des amendements communs, le projet de résolution constituerait un exposé équilibré de tous les problèmes qu'il soulève. Le représentant d'Israël a signalé au cours de la dernière séance que certains pays qui ne sont pas développés ne sont pas non plus exportateurs de produits primaires. Peut-être pourrait-on faire mention de cette catégorie de pays.

26. Pour terminer, le représentant de la Nouvelle-Zélande déclare qu'il votera pour les amendements communs (A/C.2/L.181 et Corr.1) et que, si ces amendements sont adoptés, il votera pour l'ensemble du projet de résolution de l'Argentine ainsi remanié.

27. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) rend hommage à l'œuvre accomplie par le groupe de travail officieux qui s'est efforcé d'atteindre le but que le représentant de l'Argentine s'était fixé dans son projet de résolution.

28. Le représentant des Etats-Unis a signalé précédemment qu'à son avis, on ne pouvait atténuer les effets des fluctuations du prix des produits primaires sur le commerce international et sur le rapport des échanges des pays fournisseurs que par la négociation d'accords internationaux portant chacun sur un produit de base donné. C'est pourquoi la délégation des Etats-Unis ne peut approuver l'alinéa a du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine.

29. Toutefois, la délégation des Etats-Unis comprend parfaitement les problèmes que ces fluctuations posent aux pays dont l'économie repose essentiellement sur l'exportation de produits primaires. Elle est prête à adopter une résolution qui appellerait sur ce problème l'attention des Etats Membres et les inviterait à en tenir compte chaque fois qu'ils prennent des décisions qui pourraient affecter les prix de leurs importations. Ainsi, la délégation des Etats-Unis, qui était disposée à appuyer les amendements de la France, est prête à appuyer l'amendement qui fait l'objet du paragraphe 7 du document A/C.2/L. et Corr.1.

30. Le représentant des Etats-Unis a déjà signalé qu'il voterait contre l'alinéa c du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine. Toutefois, il recon-

naît l'importance que le problème traité dans cet alinéa présente pour les pays producteurs de matières premières et il est prêt à appuyer l'amendement proposé au paragraphe 12 du document A/C.2/L.181.

31. Le Gouvernement des Etats-Unis, parfaitement conscient des difficultés soulevées par les fluctuations des prix des produits primaires, est disposé à participer à des négociations sur des accords internationaux relatifs aux produits primaires chaque fois que ces accords offrent des chances de succès. C'est pourquoi le représentant des Etats-Unis appuie les dispositions du nouveau paragraphe 5 proposé.

32. A propos des termes du paragraphe 8 du projet de résolution de l'Argentine, M. Lubin rappelle qu'un groupe d'experts éminents, choisis aussi bien dans des pays insuffisamment développés, que dans des pays développés a jugé, dans le rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156), que l'institution d'un système de parité des prix ne serait ni possible ni souhaitable. En faisant appel à un nouveau groupe d'experts, la Commission créerait un précédent fâcheux. Elle risquerait de donner l'impression que lorsqu'un groupe d'experts exprime des vues contraires à celles de certains gouvernements, l'Organisation des Nations Unies crée un nouveau groupe d'experts dans l'espoir qu'il aboutira à des conclusions différentes. La délégation des Etats-Unis appuiera donc l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A/C.2/L.180).

33. Pour conclure, le représentant des Etats-Unis déclare que l'adoption des amendements communs rendrait plus acceptable pour sa délégation le projet de résolution de l'Argentine.

34. M. NURADI (Indonésie) répond à la question que le représentant du Pakistan a posée lors de la séance précédente au sujet du paragraphe 5 du projet de résolution de l'Argentine. Il ne croit pas qu'il y ait opposition entre le point de vue de la délégation du Pakistan et celui de l'Indonésie. La délégation de l'Indonésie estime en effet que l'accroissement de la demande est la condition du développement économique, parce qu'il contribue à élever le niveau de vie des populations du monde. Elle estime aussi que la conclusion d'accords multilatéraux permettrait de maintenir la demande effective de produits primaires et c'est pourquoi le représentant de l'Indonésie a déjà souligné l'intérêt que présenterait la constitution de stocks régulateurs qui joueraient le rôle d'une réserve de pouvoir d'achat en cas d'effondrement des prix dû à des fluctuations cycliques ou autres. M. Nuradi rappelle que les experts chargés de rédiger le rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* ont préconisé la constitution de stocks régulateurs comme moyen de créer les conditions de la stabilité économique. La délégation de l'Indonésie s'oppose pour le moment à des accords portant chacun sur des produits déterminés, parce que de tels accords ne prévoient pas la constitution de stocks régulateurs. Ces accords n'envisagent en effet que les cas où la demande excède l'offre; ils ne profitent donc qu'aux acheteurs. Dans le cas d'ententes multilatérales prévoyant la constitution de stocks régulateurs, l'offre et la demande peuvent être toutes deux prises en considération. Un stock régulateur intéressant tous les produits primaires serait idéal, mais M. Nuradi croit que, pour des raisons pratiques, il est préférable d'envisager la constitution de stocks régulateurs portant sur des produits distincts.

35. Le représentant de l'Indonésie espère que les précisions qu'il vient de donner permettront au représentant du Pakistan d'appuyer de son vote les dispositions du paragraphe 5 du projet argentin.

36. Pour les raisons qu'il vient d'exposer, M. Nuradi déclare qu'il ne peut, pour sa part, accepter l'amendement proposé au paragraphe 11 du document A/C.2/L.181 et qui recommande l'élaboration d'ententes multilatérales portant chacune sur un produit de base déterminé. Rappelant que plusieurs représentants ont exprimé l'apprehension que leur causait l'emploi des mots "rapport adéquat, juste et équitable" dans le projet de résolution de l'Argentine, M. Nuradi fait valoir que les mêmes représentants auraient pu éprouver les mêmes scrupules à employer le langage des sciences économiques et renoncer alors à parler de variations cycliques, d'équilibre monétaire ou de revenu national sous le prétexte que ce sont là des notions dont il n'existe pas de définition acceptable pour tous. Il met la Commission en garde contre les dangers d'un pessimisme qui pourrait la conduire à croire à la vanité de ses efforts. Il rappelle que les experts, auteurs du rapport sur les *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* ont indiqué sans être eux-mêmes très optimistes, que le problème des fluctuations à long terme n'est pas insoluble. Il recommande à la Commission de s'inspirer de cette attitude et il indique que, précisément, le projet de résolution de l'Argentine tend à demander un rapport sur des mesures pratiques; ce rapport ne risque pas de faire double emploi avec le rapport sur les *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* où ne sont exprimées que des idées générales.

37. En terminant, M. Nuradi regrette que les amendements proposés par le groupe de travail soient en opposition avec les conceptions de la délégation indonésienne. Il votera donc contre les amendements proposés dans le document A/C.2/L.181.

38. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) déclare que la stabilité du commerce international est au premier rang des préoccupations de son gouvernement. C'est un sujet qui a des incidences multiples et qui exige l'abandon de toute attitude dogmatique. Le représentant de la Pologne n'a d'ailleurs pas manqué de le faire remarquer. Il a décrit, à ce propos, un monde qui, du point de vue économique, paraît presque utopique, un monde qui serait régi par le commerce d'état international. Malheureusement, l'instauration d'un tel régime entraînerait le sacrifice des idéaux chers au monde libre. Pour sa part, Sir Clifford continue de penser qu'il serait préférable pour la Commission d'examiner la question à l'étude sans se prononcer sur une résolution.

39. Sir Clifford passe ensuite à l'étude des amendements communs contenus dans les documents A/C.2/L.181 et Corr.1 à la rédaction desquels il a participé. Il indique, à propos de l'alinéa d du paragraphe 3 du projet argentin, que son gouvernement considère que le Royaume-Uni est au nombre des pays particulièrement sensibles aux fluctuations temporaires du prix des produits de base. Comme l'a fait remarquer le représentant d'Israël à la séance précédente, il semblerait que le commerce international soit dominé par une sorte d'opposition entre les pays industrialisés et les pays insuffisamment développés. En réalité, l'opposition n'est pas aussi clairement définie que les débats de la

Commission l'ont donné à croire et le Royaume-Uni a subi, particulièrement après la deuxième guerre mondiale, des fluctuations violentes provoquées par de brusques écarts entre l'offre et la demande.

40. Sir Clifford précise que sa délégation ne peut, même indirectement, s'engager à l'égard d'une politique de stabilité des prix reposant sur l'établissement de parités. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'intervient pas dans la fixation des prix à l'exportation, qu'il appartient à l'acheteur et au vendeur de déterminer; de ce fait, la concurrence joue en faveur des pays insuffisamment développés, acheteurs de produits manufacturés. C'est pourquoi la délégation du Royaume-Uni, qui a intérêt à voir se développer les marchés d'exportation, s'est jointe à celles qui ont proposé de modifier l'alinéa a du paragraphe 4 du projet argentin; l'amendement proposé tend à indiquer que la solution du problème du rapport des échanges réside dans la possibilité pour les pays insuffisamment développés de financer leurs achats de biens d'équipement et autres articles manufacturés.

41. Sir Clifford fait observer que le nouveau paragraphe 5 proposé dans le document A/C.2/L.181 reprend en fait les dispositions de l'alinéa b du paragraphe 4 du projet de résolution argentin qu'il complète en mentionnant la possibilité de coopérer à l'élaboration d'ententes multilatérales portant chacune sur un produit de base déterminé. Il exprime à ce sujet sa certitude que les procédures de consultation intergouvernementale prévues par le Conseil économique et social sont bien conçues pour permettre aux gouvernements de trouver d'un commun accord le moyen de faire échec à l'instabilité économique. Le représentant du Royaume-Uni estime en outre qu'il convient de ne pas considérer le rapport des échanges des pays de production primaire uniquement en fonction du rapport des échanges des pays producteurs de biens d'équipement. Il existe en effet d'autres facteurs qui affectent le développement économique des pays de production primaire. Au premier rang de ces facteurs figure la politique intérieure de ces pays. C'est pourquoi Sir Clifford se félicite de voir que le projet argentin souligne, au paragraphe 6, l'importance des programmes nationaux des pays de production primaire.

42. La délégation du Royaume-Uni appuie également le paragraphe 7 du projet de résolution de l'Argentine. Sir Clifford estime en effet que l'étude envisagée pourrait être d'une grande utilité à condition que l'on choisisse avec soin les produits sur lesquels devra porter cette étude.

43. En ce qui concerne le paragraphe 8 du projet argentin, Sir Clifford ne croit pas que les travaux d'un petit groupe d'experts, tels qu'ils sont prévus, puissent donner des résultats utiles. Il votera donc pour l'amendement que les délégations scandinaves ont proposé d'apporter à ce paragraphe (A/C.2/L.180).

44. En terminant, Sir Clifford déclare qu'il serait regrettable de perdre le bénéfice des idées avancées par le représentant de l'Argentine, en voulant s'en tenir à un texte dont la forme ne reçoit pas l'agrément d'un certain nombre de délégations.

45. M. RUYGERS (Pays-Bas) déclare que la délégation de l'Argentine a fait œuvre utile en suscitant une discussion sur la fixation des prix des produits de base et en attirant l'attention de l'opinion publique sur ce problème. Certes, des divergences de vues se sont

fait jour, mais M. Ruygers exprime l'espoir qu'elles seront réduites au minimum car les efforts de la Commission ne peuvent être constructifs que si la compréhension nécessaire s'établit entre les pays insuffisamment développés et les pays industrialisés. M. Ruygers, qui a participé aux discussions du groupe de travail, espérait que celui-ci trouverait une formule permettant à la Commission de sortir de l'impasse où elle est engagée. En réalité, ce résultat n'a pas été atteint mais M. Ruygers croit qu'un grand pas sera fait vers la solution recherchée s'il est possible d'obtenir l'accord d'une importante majorité sur un texte de résolution. Il partage en cela l'opinion des représentants de la France et de la Grèce. L'idéal serait d'obtenir un vote unanime.

M. Chauvet (Haïti) prend la présidence.

46. M. JUNG (Inde) présente les amendements soumis par sa délégation sous la cote A/C.2/L.182. Il précise qu'il partage dans l'ensemble l'opinion du représentant de l'Argentine. Toutefois, son avis diffère en ce qui concerne l'alinéa c du paragraphe 4 et le paragraphe 8 du projet de résolution argentin.

47. Pour ce qui est de l'alinéa c du paragraphe 4, il souligne que les pays en voie de développement économique peuvent eux-mêmes s'intéresser à la production de produits synthétiques pour des raisons économiques ou sociales, ou pour des raisons de sécurité. Il croit également qu'avant de prendre position au sujet des incidences de la production des matières synthétiques sur la demande internationale de produits naturels, il conviendrait d'étudier la question de très près. C'est pourquoi la délégation de l'Inde voudrait voir supprimer l'alinéa c du paragraphe 4. C'est pourquoi aussi elle propose d'ajouter au projet argentin un nouveau paragraphe 8 invitant le Secrétaire général à entreprendre une étude des effets qu'ont les produits synthétiques importants sur la demande de produits de base naturels faisant l'objet d'échanges internationaux. M. Jung appuie la proposition tendant à nommer un groupe d'experts. Il croit cependant qu'il serait contraire aux traditions et à la courtoisie de tenir le Conseil économique et social à l'écart des travaux de ce groupe d'experts. C'est pourquoi il a proposé un amendement tendant à faire transmettre le rapport du groupe d'experts à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social, avec les observations de celui-ci. Il espère que le représentant de l'Argentine acceptera cette modification de son projet.

48. Enfin, M. Jung signale qu'il y aurait intérêt à remanier la présentation des paragraphes 4 et 5. Toutefois, étant donné que la question évoquée figure à l'ordre du jour de la Conférence économique du Commonwealth britannique à laquelle l'Inde participe actuellement, la délégation de l'Inde préfère ne pas prendre d'engagement en ce qui concerne le fond de ces deux paragraphes. Elle s'abstiendra donc lors du vote.

49. M. DIAS CARNEIRO (Brésil), après avoir pris connaissance des amendements proposés par le groupe de travail et par la délégation de l'Inde, tient à modifier la position de sa délégation.

50. Il votera pour les amendements qui font l'objet des paragraphes 1 et 2 du document A/C.2/L.181, et contre les amendements qui figurent aux paragraphes 3, 4, 5, 6, 7, 11 et 12 du même document. Il votera pour les amendements présentés par la délégation de l'Inde.

51. M. Dias Carneiro annonce également que sa délégation vient de déposer, sous la cote A/C.2/L.183, un amendement tendant à modifier le texte du paragraphe 5 du projet de résolution de l'Argentine.

52. M. GARCIA (Philippines) remercie le représentant de l'Argentine d'avoir saisi la Commission d'un problème de la plus haute importance. Il rappelle que cette question figurait parmi les préoccupations du Conseil économique et social lorsqu'il a étudié le *Rapport sur l'économie mondiale 1950-51* (E/2193/Rev.1).

53. M. Garcia souligne que les pays insuffisamment développés n'avanceront sur la voie du développement économique que s'ils peuvent compter sur des relations économiques justes et équitables avec les pays industrialisés. C'est un fait reconnu que les prix sont déterminés par le jeu de l'offre et de la demande; or, aussi longtemps que les pays producteurs de matières premières seront en voie de développement, leur demande se maintiendra. Il apparaît, d'autre part, que l'organisation économique des pays insuffisamment développés est beaucoup plus sensible aux fluctuations des prix que l'économie des pays industrialisés. C'est ainsi que, dans ces pays, toute baisse des salaires consécutive au fléchissement du rapport des échanges a, pour les ouvriers agricoles, des conséquences beaucoup plus graves que pour le travailleur des pays industrialisés. Il importe donc de garantir les pays insuffisamment développés contre les fluctuations des prix des produits primaires et M. Garcia se félicite de l'initiative que le représentant de l'Argentine a prise, s'attaquant, dans son projet, de résolution, à la racine du mal et non aux symptômes. Il appuiera donc ce projet, ainsi que les amendements proposés par la délégation du Brésil. L'alinéa c du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine soulève la délicate question des produits de remplacement. M. Garcia fait observer qu'il n'est pas de limite à l'ingéniosité humaine et que de ce fait l'existence des produits synthétiques pose un réel problème pour l'avenir. Il était donc utile d'évoquer ce problème dans le projet de résolution.

54. M. Garcia reconnaît l'effort constructif du groupe de travail; ses propositions d'amendement introduisent cependant des éléments nouveaux qui sont étrangers à l'esprit du projet de résolution primitif. C'est pourquoi M. Garcia s'abstiendra de voter sur ces amendements.

55. Quant aux amendements proposés par la délégation de l'Inde, la délégation des Philippines les juge acceptables. En revanche, M. Garcia votera contre les amendements présentés par le Danemark, la Norvège et la Suède, parce qu'il estime qu'on ne peut saisir le Conseil économique et social de la question avant que les experts aient rédigé une étude.

56. En terminant, M. Garcia confirme l'intention de sa délégation de voter pour le projet argentin, mais il souligne la nécessité de jeter encore plus de lumière sur le problème à l'étude.

57. M. ABDELRAZEK (Egypte) estime que la rédaction de l'alinéa c du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine n'est pas conforme à l'esprit de ce projet. Il importe en effet de ne pas condamner une fois pour toutes la fabrication des produits de synthèse et de remplacement dans les pays insuffisamment développés et dans les pays industrialisés. Le représentant de l'Egypte croit notamment qu'il y aurait intérêt à remplacer dans le texte de ce paragraphe les mots "d'encourager la production" par les mots "de

pratiquer une politique d'autarcie en encourageant...". Il estime aussi qu'il conviendrait de remplacer les mots "qui affectent inutilement la demande internationale de produits de base naturels," par les mots "qui affectent sérieusement la demande internationale de produits de base naturels".

58. M. Abdelrazek ne partage pas l'opinion du représentant de l'Inde au sujet de ce paragraphe et il ne croit pas qu'il y ait lieu de charger le Secrétariat d'étudier les effets des produits synthétiques sur la demande de produits de base naturels. A son avis, cette étude relève plutôt de la compétence d'un groupe d'experts.

59. M. Abdelrazek demande également qu'on insère les mots "et c" après les mots "aux alinéas a et b", dans le paragraphe 8 du projet de résolution argentin. Il accepte l'amendement présenté par le représentant du Brésil (A/C.2/L.183).

60. En terminant, il reconnaît avec le représentant d'Haïti qu'il est vain d'adopter des résolutions chimériques, mais il fait observer qu'il convient de ne pas généraliser, car l'Organisation des Nations Unies a fait à maintes reprises œuvre utile; il rappelle notamment les résolutions 341 (XI) du Conseil économique et social et 523 (VI) de l'Assemblée générale.

61. M. TAYLOR (Canada) déclare que si les amendements communs sont adoptés, sa délégation pourra se prononcer en faveur de l'ensemble du projet de résolution de l'Argentine à la mise en œuvre duquel son gouvernement coopérera sans réserve. Le représentant du Canada exprime sa préférence pour l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A/C.2/L.180). Pourtant, même si la majorité de la Commission n'approuve pas cet amendement, le représentant du Canada ne s'opposera pas au projet de résolution de l'Argentine, à condition toutefois que les amendements communs soient adoptés.

62. De l'avis de M. DE GROUTE (Belgique), le représentant de l'Argentine a soulevé, dans son projet de résolution, un problème très important. Si l'on considère que le développement des pays insuffisamment développés est pour une large part, tributaire de l'aide extérieure, il apparaît essentiel de mettre ces pays en mesure d'employer au mieux leurs propres ressources. A cette fin, le paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine propose différentes méthodes et notamment l'institution d'une parité des prix et la protection des produits primaires contre les produits synthétiques. Ces solutions n'offrent pas de garanties d'efficacité. En effet, l'action sur le mécanisme des prix est très délicate et provoque fréquemment des déceptions. La fixation d'une parité pour les prix des produits primaires risquerait d'aggraver la situation des pays insuffisamment développés. L'augmentation des prix de ces produits pourrait entraîner une contraction des marchés et susciter une plus grande concurrence des produits synthétiques et des produits de remplacement. Par suite d'une réaction en chaîne dont il n'est pas possible de prévoir la portée, la revalorisation des prix des produits primaires pourrait déclencher dans le monde une hausse généralisée qui modifierait la balance des paiements et le niveau de l'emploi dans les pays acheteurs.

63. A propos des mots "rapport adéquat, juste et équitable" le représentant de la Belgique reconnaît qu'il est, dans certains cas, nécessaire de recourir à des notions subjectives, mais il souligne que le projet de résolution de l'Argentine applique une notion subjective à des mécanismes concrets. Cette notion manque de

précision. Il en est de même des dispositions relatives à la fabrication des produits synthétiques; comme elles se prêtent à des interprétations erronées, les auteurs des amendements communs proposent de charger le Secrétariat d'étudier la question.

64. Le représentant de la Belgique se prononce en faveur des amendements communs et il espère que cet effort de conciliation permettra à la Commission de prendre une décision unanime. Si ces amendements n'étaient pas adoptés, le représentant de la Belgique voterait contre le dispositif du projet de résolution de l'Argentine. Il approuve cependant les paragraphes 7, 8 et 9 de ce dispositif, compte tenu de l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A/C.2/L.180).

65. M. CARANICAS (Grèce) annonce que sa délégation retire sa proposition d'amendement (A/C.2/L.173) dont l'essentiel est repris dans les amendements communs. Il réserve sa position sur tous les amendements qui seraient présentés ultérieurement.

66. M. BUNGE (Argentine) demande au représentant de l'Egypte de retirer ses propositions en faveur de l'amendement de l'Inde (A/C.2/L.182).

67. M. ABDELRAZEK (Egypte) y consent.

68. M. ELAHI (Pakistan) signale, comme suite aux observations du représentant de l'Indonésie, que l'attitude de sa délégation n'a pas changé: elle estime toujours qu'il serait impossible d'instituer une parité des prix sans prendre des mesures de contrôle auxquelles plusieurs pays sont opposés. Pour cette raison, la délégation du Pakistan s'abstiendra lors du vote sur les amendements communs et sur le projet de résolution de l'Argentine.

69. M. BURR (Chili) n'approuve pas les amendements communs qui paraissent accentuer, plutôt qu'atténuer, les divergences de vue entre les membres de la Commission. M. Burr estime que jusqu'à présent, la question essentielle du rapport des échanges n'a pas été suffisamment élucidée et qu'à cette fin, il importe de créer un nouveau groupe d'experts.

70. M. DIAS CARNEIRO (Brésil), pour illustrer les termes "rapport adéquat, juste et équitable", indique que son pays a conclu des accords bilatéraux portant sur des groupes de produits primaires et des produits manufacturés avec de nombreux pays dont la Turquie, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la France, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Chili, la Tchécoslovaquie et l'Autriche. Des négociations sont en cours avec d'autres pays, notamment le Japon et la Suède.

71. M. BLUSZTAJN (Pologne) propose la clôture du débat.

Par 40 voix contre zéro, avec 12 abstentions, la proposition de la Pologne est adoptée.

72. M. TOUS (Equateur) demande que le Secrétariat présente un tableau comparatif des différents amendements et des dispositions du projet de résolution de l'Argentine.

73. Après un échange de vues auquel participent M. CUSANO (Uruguay), M. GINOSSAR (Israël), M. VANER (Turquie), M. HALIQ (Arabie saoudite), M. HUEZO (Salvador) et M. TOUS (Equateur), M. BLUSZTAJN (Pologne) propose de lever la séance.

Par 27 voix contre 4, avec 19 abstentions, cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 18 h. 40.

